

# RÉSISTANCE SOCIALE

" La République sera sociale ou ne sera pas ! " J. Jaurès

## L'ÉDITO

Ainsi donc la nouvelle arnaque est en place : la prime annuelle de 1000 €. Depuis son annonce par Nicolas Sarkozy dans les Ardennes, on a appris d'abord qu'elle ne serait pas de 1000 € et ensuite qu'elle ne concernerait qu'une infime minorité de salariés... La réalité est plus simple encore. Un : une prime annuelle de 1000 €, ça n'a pas grand' chose à voir avec les stocks options ; deux : une prime, ça n'a jamais valu une augmentation salariale pérenne, ça n'a jamais rien rapporté en matière de retraite et de droits sociaux. Sarkozy et le MEDEF le savent bien. Les salariés commencent à le comprendre et, malgré la machinerie médiatique aux ordres, le trucage a fait flop.

Dans le privé, ne parlons pas des négociations salariales 2011 ! Sarkozy se vante d'ailleurs d'avoir toujours refusé de donner un « coup de pouce » au SMIC. 1365 € mensuels, c'est le taux du SMIC aujourd'hui. Quant on sait qu'en France, le salaire médian est de 1500€ et que, je le rappelle, 6,25 millions de personnes gagnent moins de 750 € par mois, soit 73 % du SMIC, on se dit qu'un coup de pouce au salaire minimum ne serait pas de trop et participerait grandement d'une reprise de la consommation et de l'activité économique. Et à meilleur escient que l'augmentation du tourisme dans les hôtels de luxe parisiens que nous vantent les médias ! Je crains cependant que, seul, un mouvement social unitaire et d'ampleur puisse imposer cette prise de conscience, car de droite comme, hélas, de gauche, il en est encore pour craindre qu'une augmentation des salaires ne soit « pas supportable » pour les entreprises ! D'ailleurs, Monsieur Trichet, gouverneur de la Banque centrale européenne, et selon le *Financial Times*, personnalité de l'année 2007 pour sa gestion de la crise des subprimes (si ! si !), le dit : « Augmenter les salaires ? Ce serait la dernière bêtise à faire ! ».

Dans le public, le gel du point d'indice a été confirmé, pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive. Déjà, en 2010, le pouvoir d'achat des fonctionnaires avait - officiellement - régressé de 0,9%. Parallèlement, la RGPP fait son œuvre, et les agents publics se démènent pour pallier les suppressions massives de postes. Au sens littéral, c'est « travailler plus pour gagner moins ». Tout cela avec son cortège de fermetures de classes, de bureaux de poste, d'hôpitaux publics, ... Avec ses conséquences : les inégalités d'accès aux soins sont aujourd'hui supérieures à ce qu'elles étaient il y a 50 ans. Mais il s'agit bien d'un choix idéologique assumé, comme le dit le ministre Bruno Le Maire, chargé du projet de l'UMP : « Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux doit être la règle, malgré ses conséquences sur la vie quotidienne des Français. ». Voilà, au moins, qui est clair !

Pendant qu'il cherche – et réussit parfois – à opposer les salariés du privé aux agents du public, le gouvernement s'occupe des riches : selon *Les Échos*, les 40 stars de la Bourse recevront cette année 98,3 millions d'euros sous forme de salaires, soit une hausse de 24 % en un an ; le taux maximum de l'ISF passe de 1,8 % à 0,5 % et la moitié de ceux qui le payaient ne le paieront plus. Quant au bouclier fiscal, il continuera à les protéger. On ne s'y fait toujours pas et pourtant on devrait s'y habituer : la droite au pouvoir est décidément sans complexe ! La banque Dexia va recevoir au titre de l'année 2010, un chèque de 600 000 € sur le compte des contribuables, comme quoi, quand il faut, on trouve de l'argent public pour renflouer les banquiers en faillite.



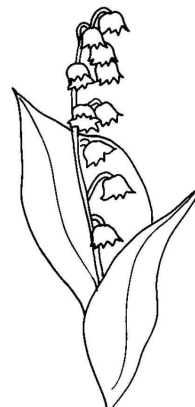
## SOMMAIRE

- p1 et 2 : L'édito
- p2 : Solidarité internationale
- p3 : Rassemblement du 2 avril
- p4 : La pédagogie par compétences
- p4 : Programme Vendémiaires
- p5 : Actualité sociale
- p6 : Coup de gueule

## 9<sup>èmes</sup> VENDÉMIAIRES à Paris le 25 JUIN 2011

Comment construire une alternative politique qui réponde aux enjeux sociaux ?

Plus d'infos page 4



**L'ÉDITO (suite)**

Heureux et courageux, le peuple islandais, qui vient, lui, pour la 2<sup>ème</sup> fois par référendum de refuser de payer les dettes de la banque privée Icesave.

Pendant, donc, que le SMIC est bloqué et le point d'indice gelé, le gaz a subi une hausse de 20% en un an, « plafonnement » - c'est comme ça qu'on dit - de la hausse de l'électricité à 2,9%, le super est annoncé à 2 € le litre.

On ne peut pas terminer cet éditto sans parler de la mobilisation du 2 avril. En effet, la santé est, depuis plusieurs années, dans la mire du gouvernement. Service public par excellence que l'hôpital public, Sarkozy l'a bien compris ; il faut donc le détruire et mettre tout ce secteur (soins, mais aussi médicaments, services sociaux, etc...) dans la sphère commerciale. Trop de profits échappent encore au capitalisme ! Si les rassemblements du 2 avril ont réussi à passer la barre médiatique, ce qui est une victoire en soi, leur ampleur ne fût pas à la hauteur : on aurait aimé que l'implication des grandes organisations soit plus importante. Les Français sont extrêmement sensibles à ce que soit maintenu, pour tous, l'accès à des soins de qualité. Nous avons donc encore, collectivement, beaucoup de travail en perspective.

Ce sera aussi le cas sur la perte d'autonomie : Sarkozy prépare sa « réforme » pour l'été, espérant passer en douce pendant la trêve estivale. La droite au pouvoir veut saisir l'occasion de privatiser une partie de la sécurité sociale. La réaction doit être forte et unitaire. Travaillons dès maintenant à rapprocher les points de vue et à déjouer les pièges tendus derrière la soi-disant nécessité de répondre au vieillissement de la population. C'est le même affrontement que celui sur la réforme des retraites qui s'annonce : sachons y répondre dès maintenant. C'est ce à quoi Résistance Sociale va s'employer.

**Marinette BACHE**

Vous trouverez ci-contre, comme à notre habitude, le tour d'horizon sur *l'actualité sociale internationale* effectué par E. Kerdujal. Cependant il m'est difficile de ne pas dire un mot de l'actualité internationale en général. Les printemps des peuples tunisien et égyptien nous avaient enthousiasmés. Allaient-ils faire tâche d'huile dans le monde arabe tenu à l'écart de la démocratie, comme du progrès social, depuis tant d'années ? La vague allait-elle se propager dans l'Afrique subsaharienne ?

Depuis l'inquiétude a pris le dessus : les dictatures résistent, souvent dans le sang, au Yémen, en Syrie, au Bahreïn, avec la complaisance de la « communauté internationale » - plus exactement celle des puissances occidentales. Les mêmes qui s'enlisent en Libye contre l'avis unanime de l'Amérique latine.

Que dire de la situation ivoirienne où les hélicoptères français ont installé Alassane Outattara au pouvoir en le parant de toutes les vertus... alors qu'il y a peu de temps Gbagbo était notre allié privilégié ! Que dire d'une presse française incapable d'une analyse de fond et ignorant la situation sociale de ce pays où, là aussi, le libéralisme a fait des ravages et où la fameuse « communauté internationale » a choisi de régler le problème par plus de libéralisme encore. Cet autre « printemps » laisse un goût amer.

Je me permets de vous conseiller sur ces sujets de visiter l'excellent site de « Mémoires des luttes » : <http://www.medelu.org/>

**SOLIDARITE  
INTERNATIONALE**

*Dossier suivi par Emilie KERDUJAL*

**Etats-Unis :** Un accord est intervenu entre républicains et démocrates pour le vote du budget de l'Union. Cet accord prévoit une réduction des dépenses sociales notamment en matière de santé malgré la très forte opposition de la population.

**Grèce :** Après une visite de représentants de l'Union Européenne et du FMI, le gouvernement grec aurait décidé de nouvelles privatisations et coupes sociales. Pourtant, le peuple ne se laisse pas faire. De nouvelles manifestations sont prévues courant mai.

**Gabon :** Une grève des enseignants a eu lieu le 12 avril pour protester contre la suspension des salaires de neuf dirigeants syndicaux et contre le versement de primes de la main à la main.

**Inde :** Il vous a peut-être échappé qu'à l'appel des syndicats de gauche, une grande manifestation a eu lieu le 23 février dans les rues de New Delhi et en direction du Parlement, réunissant plus de 100.000 militants syndicaux. Ils protestaient contre le haut taux de chômage, la hausse des prix alimentaires, et la corruption dans les milieux gouvernementaux.

C'est la plus grande manifestation organisée à New Delhi depuis des années. La présence de beaucoup de militants d'un syndicat proche du Parti du Congrès (parti au pouvoir) dénote l'inquiétude de la base au sein de ce parti face à l'inflation des prix, qui a atteint 18% en décembre et 11 % au mois de janvier 2011. Les mesures sociales du gouvernement se font attendre, ceci dans un contexte économique favorable à l'Inde, qui malgré la crise obtient environ 7% de croissance (10,5 % en 2010). Les ouvriers et les classes pauvres ne bénéficient pas de cette croissance, un Indien sur trois vit toujours avec moins de 1 dollar par jour.

Comme dans beaucoup des pays, c'est finalement la pression de la rue qui pousse les réformes et oblige les partis à respecter ses promesses. (Cf site UMA).

**Algérie :** Les enseignants du secondaire et du technique ont observé une grève de trois jours du 11 au 13 avril pour obtenir le versement de primes et leur intégration dans le salaire de base des fonctionnaires.

**ACTION INTERNATIONALE :** Les syndicats de 6 pays (France, Maroc, Brésil, République Dominicaine, Colombie, Etats-Unis) ont lancé le 27 avril une campagne mondiale contre le groupe de restauration Sodexo à qui ils reprochent de ne pas respecter les droits des salariés dans le monde. Sodexo emploie plus de 300 000 personnes dans 80 pays.

# PLACE AU DÉBAT

## RASSEMBLEMENT DU 2 AVRIL A PARIS

*Intervention de Jean-Claude CHAILLEY*

Aujourd'hui, des dizaines d'établissements sont en lutte en Ile de France et partout en France, tant la mise en œuvre de la loi Bachelot est brutale et autoritaire. Rien que dans l'hôpital, 10 000 postes ont été supprimés en 2010 ; 45 000 autres doivent être supprimés d'ici 2013. Certes, on a connu des fermetures avant les ARS, mais l'accélération est foudroyante. Il n'y a pas le choix : il faut amplifier la mobilisation contre les fermetures injustifiées, contre les privatisations directes ou indirectes. Usagers, élus, personnels, nous ne voulons pas du modèle américain si cher à M Sarkozy et à Mme Parisot. Nous voulons que le droit à la santé pour toutes et pour tous devienne une réalité.

Après la réforme des retraites, la réforme dite de la dépendance est programmée pour cet été. C'est une réforme de la Sécurité Sociale, une réforme de déstructuration de notre Sécurité Sociale de 1945 parfaitement inacceptable.

Mais il n'y a pas que la santé, la Sécurité Sociale. Tous les services publics sont concernés par la révision générale des politiques publiques. La privatisation de la Poste s'est traduite par 10 000 suppressions d'emplois l'an dernier. 500 bureaux de Poste ferment chaque année. Les postiers aussi étaient en lutte mardi dernier.

Le frêt SNCF est soumis à des réductions drastiques. La ligne Tours Bordeaux est confiée à Vinci, avec le même type de partenariat public-privé que l'hôpital du sud francilien. Nombre de régions se débattent dans des difficultés insolubles avec les TER. Les cheminots aussi sont en lutte.

Encore 16 000 suppressions d'enseignants à la prochaine rentrée, ce qui, paraît-il, augmenterait la qualité de l'enseignement. Je conseille à nos ministres de retourner en CP acquérir les bases de la logique. Les enseignants et les parents sont aussi en lutte.

La privatisation d'EDF et GDF, la loi NOME, se traduisent, hélas comme prévu, par des augmentations sauvages, le bradage pur et simple à des multinationales qui utilisent les fonds pour racheter des millions d'hectares en Ukraine ou ailleurs. Et je pourrais poursuivre toute la soirée sur tous les services publics, y compris les services publics régaliens, et étendre aux régressions dans le privé.

Le gouvernement dénature et décrédibilise la fonction publique en la gérant comme le privé. Le grand Paris, comme la réforme territoriale, visent à tout mettre en concurrence, là aussi sur le modèle inégalitaire

américain.

Le statut de la fonction publique, contrairement à ce que beaucoup croient, n'a pas pour but unique ni même principal de protéger les fonctionnaires. Le statut est le garant de l'intérêt général. C'est pourquoi le gouvernement, tout au service des multinationales, veut s'en débarrasser. Le principe d'égalité, fondement des services publics, fondement de notre modèle social, est remis insidieusement en cause sous l'hypocrite prétexte de limiter les dégâts pour les plus démunis, voire de retour à la charité.



Il y a quelques jours, le Conseil européen a entériné le Pacte pour l'euro, pour la compétitivité. Je vous en conseille la lecture. Il vise à graver dans le marbre l'austérité renforcée pour tous les pays, la baisse généralisée des salaires et des retraites, les privatisations. C'est l'aggravation de la politique qui a amené la crise. Elle va droit dans le mur. Et pourtant, le Conseil européen, Mme Merkel et M Sarkozy en tête, veulent la rendre irréversible quels que soient le résultat des élections. Il a fallu des siècles pour conquérir le suffrage universel. Ce pacte qui nous est proposé sinon imposé par les marchés est la négation du suffrage universel, de la souveraineté nationale, de la République.

Nous ne sommes pas réunis ici pour rester dans le constat. Nous représentons des millions de gens. Comme pour les retraites nous sommes la majorité. Nous sommes réunis ici pour amplifier, pour faire converger nos forces, pour faire converger les luttes légitimes. Nous refusons de revenir au 19<sup>ème</sup> siècle. Nous lutterons pour préserver les acquis de nos anciens. Nous lutterons pour reconquérir le terrain perdu. Nous lutterons pour une nouvelle étape de progrès.  
TOUS ENSEMBLE NOUS VAINCRONS !

## PLACE AU DÉBAT

### La pédagogie par compétences ou les dessous d'un projet de conformation sociale

Francis DASPE est président de la Commission nationale Education du Parti de Gauche. Il est aussi Secrétaire général de l'AGAUREPS-Prométhée.

L'approche par compétences ne cesse de gagner du terrain aux différents niveaux du système éducatif français. C'est ainsi que l'évaluation tend de plus en plus à s'effectuer à l'aide de grilles et autres référentiels. Cette méthode est utilisée dans les écoles élémentaires depuis quelques années. Elle est en train de se mettre en place en collège où un livret de compétences est censé accompagner les collégiens, notamment en vue de l'obtention du diplôme national du brevet. L'opération est souvent présentée comme un moyen de rationaliser les pratiques pédagogiques et d'améliorer les performances du système éducatif. Mais la réalité est bien différente : ses incidences ne sont absolument pas neutres.

La première critique s'exprimant à l'encontre des compétences a trait à leur caractère binaire. Le cerveau humain est-il réductible à une série d'opérations élémentaires ? Peut-on subdiviser ses activités dans des cases pour évaluer les performances d'une façon scientifique et objective ? La segmentation des savoirs ne constitue pas un gage d'efficacité et de pertinence pédagogiques. La voie est ouverte à une évaluation au final très standardisée singulièrement dépourvue de nuances.

Les compétences sanctionnent en outre une vision minimaliste et utilitariste des savoirs transmis. Elles sont intimement liées avec la définition d'un socle commun à la fin du collège qui fait débat en raison de la déconnexion accrue avec les savoirs disciplinaires. Une compétence est un savoir, si minime soit-il et quelle qu'en soit la nature, susceptible de répondre aux besoins du marché : dans cette logique les connaissances désintéressées ne possédant aucune valeur immédiatement marchande ne sont plus reconnues à leur juste valeur. Pourtant celles-ci sont souvent les plus formatrices. Sans compter le temps qui sera consacré à ces modalités d'évaluation au détriment de la transmission de connaissances... Au lycée, cette méthode d'évaluation ouvrira la porte à une nouvelle tentative d'introduction du contrôle continu au baccalauréat.

La mise en place des livrets de compétence représente par ailleurs une référence à peine voilée aux livrets ouvriers que le mouvement syndical avait réussi à faire abolir. Par ce prisme les implications sociales de la pédagogie par compétences apparaissent de manière extrêmement éclairante pour mieux renseigner sur les finalités poursuivies. Elles s'inscrivent résolument dans un projet d'assujettissement : elles sont la

transposition dans le champ de l'éducation du discours de l'entreprise.

Le système éducatif tend de la sorte à se caler en fonction du seul critère de l'employabilité. L'objectif recherché est bien de préparer une main d'œuvre flexible et obéissante pour les besoins en travailleurs peu qualifiés des entreprises. Nous assistons désormais, non plus à une élévation générale du niveau de qualification, mais à sa dualisation avec corrélativement une augmentation du nombre des emplois hautement qualifiés et une croissance significative des postes de travail faiblement qualifiés. Le socle à la fin du collège, avec son livret de compétences et son évaluation par compétences, symbolise cette école à deux vitesses en retranscrivant cette dualisation nommée par les instances européennes « *polarisation dans la demande de compétences* » : pour la masse un malheureux passeport pour la survie, pour une élite définie sur critères sociaux autant la possibilité que la nécessité d'aller largement au-delà pour satisfaire ses instincts de reproduction des dominations sociales.

L'honneur de l'Ecole de la République consiste au contraire à contrecarrer le sens des destinées sociales. L'analyse marxiste a bien montré comment le processus de division du travail dépossède les travailleurs de leurs savoirs de métiers, les réduisant à des tâches aliénantes. La parcellisation et la segmentation des savoirs par l'approche par compétences trouvent leur corollaire sur le marché du travail avec la division des tâches de production. Il s'agit alors de construire artificiellement des comportements fondés sur la recherche de l'efficacité professionnelle et de la rentabilité économique.

Pour les militants d'un projet de transformation et d'émancipation sociales, il devient essentiel de récuser vigoureusement toutes ces pratiques pédagogiques tendant à instaurer un projet de conformation sociale. L'approche par compétences en constitue un élément parmi d'autres. Un système scolaire basé sur une évaluation de ce type deviendrait totalement aliénant pour les élèves. Cela conduirait à transformer en gageure l'objectif de les éduquer à la citoyenneté. Ceux-ci ne seraient plus considérés comme des citoyens à former, mais comme des forces productives indifférenciées avec pour seul impératif de gérer au plus efficace et de canaliser au mieux le stock.

---

## Rappel : les 9èmes VENDÉMAIRES DE RÉSO

auront lieu le **SAMEDI 25 JUNI 2011 à PARIS**

Sur le thème : **Comment construire une alternative politique qui réponde aux enjeux sociaux ?**

Matinée : résister à la destruction des mécanismes de solidarité :

- ▶ l'exemple de la privatisation de la sécurité sociale par la « réforme de la dépendance »
- ▶ le débat pour éviter les pièges et les confusions (nouveau risque, nouvelle branche, financement,...)

Après-midi : proposer une autre répartition des richesses :

- ▶ la dégradation du rapport capital / travail
- ▶ le pouvoir d'achat replacé au centre des préoccupations
- ▶ le salariat comme acteur essentiel de la lutte sociale, intérêt du peuple et intérêt général.

# ACTUALITÉ SOCIALE

C'est très volontiers que nous relayons cette pétition en vous invitant à la signer à l'adresse suivante :  
<http://petition.fcpe.asso.fr/>

Le CA de RESO

## PÉTITION À L'INITIATIVE DE LA FCPE

Monsieur le ministre, Mesdames et Messieurs les sénateurs et députés,

Les rapports internationaux soulignent l'incapacité du système éducatif français à combler les inégalités sociales et scolaires mais, cette année encore, le budget 2011 supprime 16 000 postes dans l'Éducation nationale.

**L'éducation doit redevenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, l'objectif prioritaire de l'État.** Or, les moyens humains alloués démontrent que c'est désormais aux conditions d'apprentissage des élèves que s'attaque le gouvernement en augmentant le nombre d'élèves par classe. Et qu'il a complètement renoncé à attribuer des moyens supplémentaires aux écoles et établissements qui cumulent les difficultés, en ZEP ou ailleurs.

### **NOUS EXIGEONS l'arrêt de la politique de démantèlement de l'École publique !**

- Le service public d'éducation de proximité doit être accessible à toutes les familles, partout sur le territoire.
- Le nombre d'élèves dans les classes doit permettre une prise en charge personnalisée de chacun.
- Les collèges doivent disposer des moyens nécessaires pour scolariser les 40 000 nouveaux élèves de sixième de la rentrée prochaine !
- L'accès à l'École maternelle doit être un droit pour tout enfant dont la famille le demande, dès l'âge de deux ans !
- L'Éducation nationale doit assurer la continuité du service public et remplacer les enseignants absents dès la première heure !
- Les RASED doivent être développés pour aider l'ensemble des élèves qui en ont besoin !
- La scolarisation des enfants handicapés doit être effective, avec des personnels d'accompagnement qualifiés et formés lorsque c'est nécessaire.
- La formation des enseignants à la pédagogie et à la psychologie de l'enfant et de l'adolescent doit être rétablie.

**Nous voulons une École publique, laïque et républicaine**, une École dans laquelle les élèves pourront vivre et apprendre, sans discrimination d'aucune sorte.

**Nous voulons une École portée par un projet éducatif ambitieux** pour l'enfance et la jeunesse, accompagnant les élèves dans un processus de formation tout au long de la vie et s'appuyant sur une formation initiale solide.

**Nous voulons une École bienveillante** envers ses élèves et leurs parents, respectueuse de ses personnels et exigeante sur les valeurs de la République.

**NOUS EXIGEONS un collectif budgétaire pour l'Éducation nationale !**

## 1 500 classes de primaires fermées à la rentrée 2011 !

Par Yves Laot

Alors que même certains élus et responsables de droite commencent à se rendre compte de l'absurdité de cette politique, le gouvernement poursuit dans son entêtement. Comme son collègue de la Fonction publique, Georges Tron, le ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, entend poursuivre sa politique de réduction d'effectifs. Résultat : ce sont 1 500 classes de primaires dont la fermeture est annoncée à la rentrée de septembre 2011. On imagine déjà l'angoisse des parents à la perspective de voir leurs enfants devoir faire des kilomètres supplémentaires pour aller à l'école. Et cela pour intégrer des classes surchargées. Et l'angoisse des enseignants, obligés de se recaser ailleurs, parfois très loin de leur domicile familial. Après cela, comment s'étonner si les élèves qui sortent de l'école aujourd'hui, même bardés de diplômes, semblent savoir moins bien lire, écrire et compter que nos grands-parents dont beaucoup atteignaient à peine le certificat d'études ?

## LES BRAS M'EN TOMBENT

**Le patient attendra : il est patient...**

par Béatrice Durand

Ça y est, on touche vraiment le fond ! Le pauvre Gilbert, habitant de la Manche de 75 ans, sous dialyse, qui devait se faire hospitaliser pour une greffe du foie au CHU de Caen ne l'a pas été « faute de place au bloc » suite à un trop-plein aux urgences. Ce Monsieur s'est présenté comme convenu le matin pour son opération et on l'a carrément renvoyé chez lui. Qu'il se rassure, le greffon servira à quelqu'un d'autre...

Mais de qui se moque-t-on ? S'il y avait plus de personnel, les urgences des centres hospitaliers seraient moins engorgées, peut-être que s'il y avait plus de médecins en secteur 1, telle mère de famille serait allée voir un médecin généraliste pour soigner la gastro du petit dernier plutôt que d'aller aux urgences de l'hôpital ; si la réorganisation de la carte des urgences ne s'était pas faite sur des critères uniquement financiers, probablement que cette erreur inadmissible aurait été évitée. Et n'a-t-on pas échappé au pire ? Le gouvernement aurait pu accuser cette pauvre salariée de France Télécom qui a tenté de se suicider et qui a été admise au CHU de Caen d'avoir participé à cet engorgement des urgences !

# COUP DE GUEULE

## L'histoire d'un cauchemar...

Par Fred BERRUYER

Cette nuit du 21 avril, j'ai fait un cauchemar, vous savez un de ces gros cauchemars qui vous réveillent en sueur et vous font dire : non, je ne veux pas vivre ça !

Et de verser une petite larme d'émotion : « mais non, ne t'en fais pas, ce n'était qu'un mauvais rêve ! », nous avons peut-être la droite la plus bête du monde, mais elle n'osera jamais ce que tu as vu dans ce sombre tourment nocturne...

Gel des salaires et des retraites de la fonction publique pendant 5 ans, suppression de l'équivalent de 2 mois de salaire pour les fonctionnaires et diminution de 8 % de leurs indemnités.

Départs anticipés dus à la pénibilité du travail interdits avant l'âge de 60 ans, âge légal de départ à la retraite des femmes porté de 60 à 65 ans d'ici 2013 et calculé, pour les hommes, en fonction de l'espérance de vie. Calcul général des retraites modifié, provoquant une baisse du montant net des pensions de 45 à 60 %.

TVA à 25 % et augmentation des taxes sur le carburant de 10 %.

Dépenses de l'Etat pour la santé et l'éducation réduites de moitié, investissements publics réduits de 1,5 milliard d'euros.

Création du CPE et réformes pour une flexibilité accrue du travail et des licenciements facilités.

Mais ouf ! Ce n'était qu'un cauchemar, pas de quoi se faire des noeuds dans la tête hein ? Surtout chez nous, au pays des grandes conquêtes sociales du Front Populaire, du Conseil National de la Résistance et de la victoire de la gauche en 81 !

Nous savons bien que Sarkozy et le Medef rêvent de nous imposer cette politique et que la question pour eux c'est : quand ? Car en 2012, il faudra bien convoquer les électeurs. Et il y a fort à parier qu'ils répondront présents pour dire non au candidat des riches et de l'ultra-libéralisme, en l'occurrence l'actuel président de la République, contre lequel certains esprits de la gauche bon teint pensent avoir trouvé le meilleur candidat pour le battre alors qu'il est bien plus urgent de proposer un vrai projet social et républicain et se demander qui serait le plus apte à le porter devant les Français aux prochaines présidentielles !

A grands coups de sondages et de sorties médiatiques bien réglées, on nous présente le favori de la course à l'Elysée (c'est comme au PMU !) : DSK ! DSK pour battre Sarkozy et terrasser le Front national. Voilà en tout et pour tout le projet ! Mais au fait, pour faire quoi ?

Allez, faisons preuve d'un peu de curiosité intellectuelle et allons voir quelle politique économique il met en oeuvre comme directeur du FMI pour le progrès social, l'égalité, la solidarité.

Je m'installe confortablement, j'ouvre le journal à la rubrique internationale. Ah, voilà ! « Le FMI impose son plan de sauvetage à la Grèce » : gel des salaires et des retraites de la fonction publique pendant 5 ans, suppression de l'équivalent de 2 mois de salaire pour les fonctionnaires et diminution de 8 % de leurs indemnités. Départs anticipés dus à la pénibilité du travail interdits avant l'âge de 60 ans, âge légal de départ à la retraite des femmes porté de 60 à 65 ans...

Au secours !

**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,  
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication  
de RESO, association loi 1901

**Siège social :**

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

**Site Internet :** [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
**Courriel :** [webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice  
de la publication :

**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi ..... exemplaires  
par envoi.

**À retourner à :** RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)